

PERSPECTIVES OUEST- AFRICAINES

PEUPLEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



par **LÉONIDAS HITIMANA,**
THOMAS ALLEN,
PHILIPP HEINRIGS
*(Secrétariat du CSAO), à partir d'une
contribution de Michel Arnaud*

POPULATION AGRICOLE ET NON AGRICOLE

1 Un demi-siècle de transformation agricoles et rurales

2 L'indicateur PNP/PP

3 La relation entre les ratios PNP/PP et U/R

4 La mesure de la population agricole

5 Disponibilité, cohérence et homogénéité des données

Les parts respectives de la population urbaine et de la population rurale dans la population totale fournissent une première approximation du rapport entre les producteurs de produits vivriers (majoritairement ruraux) et les consommateurs non producteurs (majoritairement urbains). Les notes POA 1 et 2 montrent que l'évolution du rapport U/R, entre population urbaine (U) et population rurale (R) au niveau régional peut être suivie de façon cohérente dès lors que la définition de la population urbaine est standardisée et ne change pas dans le temps. La distinction entre population agricole (ou primaire, PP) et non agricole (ou non primaire, PNP) serait un indicateur permettant de prendre en compte des réalités bien connues. D'une part, la population agricole ne vit pas exclusivement en milieu rural ; le milieu urbain abrite des producteurs agricoles. D'autre part, le milieu rural abrite une proportion non négligeable de personnes ne produisant pas de denrées alimentaires. Les proportions des uns et des autres varient avec la taille des agglomérations urbaines et évoluent avec le progrès économique. La présente note vise à montrer la difficulté de mesurer et de suivre le ratio population agricole/population non agricole (PP/PNP). Cet indicateur est pourtant essentiel au pilotage des politiques de sécurité alimentaire.

*Note publiée par le Secrétariat du Club du Sahel
et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)*

*Les opinions et les interprétations exprimées
dans cette note ne reflètent pas nécessairement
les vues de l'OCDE ou du Secrétariat du CSAO.*

1 UN DEMI-SIÈCLE DE TRANSFORMATIONS AGRICOLES ET RURALES

En 1950, la population urbaine de l'Afrique de l'Ouest était insignifiante (7,5 % de la population totale) et, mises à part quelques aires de cultures d'exportation (arachide, cacao, café), la plus grande partie de l'agriculture était très proche de l'agriculture de subsistance. En dehors de quelques emplois publics (administration, enseignement, santé), la vie rurale se résumait à l'activité agricole. La « population agricole » pouvait alors être assimilée à la « population rurale ».

Diversification de l'économie rurale

Cette époque est révolue. Entre 1950 et 2000, la population urbaine - par rapport à la population totale - est passée de 7,5 % à plus de 30 %. L'agriculture a connu de profondes transformations en particulier dans les zones proches des centres urbains. Pourtant, pour beaucoup de responsables, « population agricole » et « population rurale » restent deux termes quasi équivalents. Cette situation est liée au fait que les politiques agricoles ont été longtemps intégrées dans des politiques de développement rural.

Dans les années 1990, la proportion de la population rurale ne vivant pas de l'agriculture était estimée à 15 % dans les pays sahéliens¹. Aujourd'hui, des indices convergents indiquent que cette proportion est de 20 % à 30 % et au-delà selon les localités et les pays. La FAO souligne d'ailleurs que, en milieu rural, la population non agricole augmente beaucoup plus vite que la population agricole. Avec la progression de l'urbanisation, une proportion croissante de la population agricole a dû, et a su produire des surplus pour satisfaire la demande d'un plus grand nombre de consommateurs (non-producteurs). L'essentiel de ces surplus est le résultat de l'extension des superficies et, dans une moindre mesure, de modification des modes de

production. De plus en plus d'agriculteurs se sont insérés dans le marché, se procurant des outils, des machines, des équipements, des services et des intrants d'origine extra-agricole, indispensables à l'accroissement de la productivité. Camilla Toulmin et Bara Gueye décrivent bien le développement des exploitations agricoles péri-urbaines orientées vers le marché et spécialisées dans la production de denrées alimentaires².

La figure 1 tirée d'une étude du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) montre qu'une activité agricole apparemment aussi simple que l'aviculture fait appel à de nombreuses activités non agricoles en amont et en aval, constituant un « complexe avicole ».

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) montre que le développement des infrastructures de communication a accompagné un processus de spécia-

lisation et de division du travail au sein de l'économie et de la population rurale, dont une part croissante exerce des activités non agricoles³. Ces activités amont et aval de la production agricole sont essentiellement informelles et se développent aussi bien en ville que dans le milieu rural.

► Une prochaine note POA abordera l'importance du secteur informel pour la sécurité alimentaire.

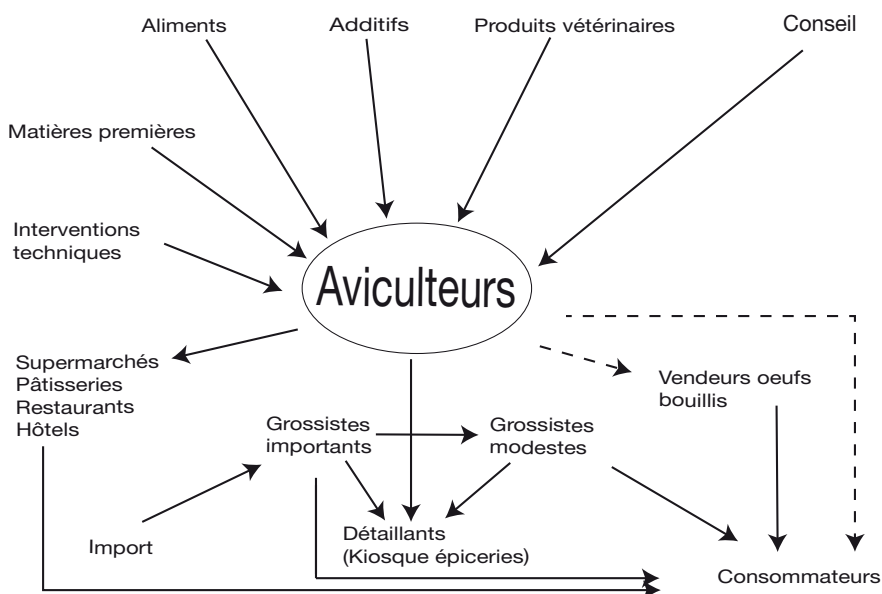
Développement de l'agriculture urbaine

Une agriculture urbaine et péri-urbaine dynamique s'est développée. Reposant sur des logiques et des structures d'exploitation souvent très différentes de celle des producteurs agricoles ruraux, ces activités sont le fait d'une population urbaine, porteuse d'investissements et d'innovation, délibérément tournée vers le marché. Des filières maraîchères,

² Toulmin C. et B. Gueye (2003), Transformation de l'agriculture ouest-africaine et rôle des exploitations familiales, CSAO, Paris.

³ Nurul Islam (1997), Vision 2020 pour l'alimentation, l'agriculture et l'environnement, Le secteur non agricole et le développement rural : analyse des problèmes et des faits, IFPRI, Washington DC.

Figure 1 - Le « complexe avicole » à Ouagadougou (Burkina Faso)



Source : Olanrewaju B. S. et al (2004), Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes, Cirad, Montpellier.

¹ Bakary Kanté (1992), Les activités informelles non agricoles au Sahel, document de travail 92-01, INSAH, Bamako.

avicoles et laitières prospères se sont développées et continuent de croître dans et autour de toutes les villes de l'Afrique de l'Ouest. Dans les villes de moins de 5 000 habitants, les producteurs agricoles peuvent représenter 40 % de la population urbaine totale.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde de 2009 «Repenser la géographie économique» (WDR 2009) inscrit le processus d'urbanisation dans

une «transformation rural/urbain⁴» complexe, au cours de laquelle la proportion de non-agriculteurs en milieu rural croît avec le niveau d'urbanisation et le développement de la division du travail en milieu urbain. Cette évolution traduit l'intégration progressive de l'agriculture à l'économie de marché, source de diversification de la production agricole

et d'élévation de la productivité des agriculteurs.

Comprendre et accompagner ce type de mutation, saisir les changements de structure de la production agricole et du marché, nécessitent, en particulier, d'être en mesure de suivre l'évolution du rapport entre le nombre de producteurs et de consommateurs.

⁴ Terme proposé par les auteurs du rapport WDR 2009.

2 L'INDICATEUR PNP/PP

Le ratio «Population non primaire - ou non agricole - (PNP) / Population primaire - ou agricole - (PP), répond à cette nécessité. Au-delà des imprécisions concernant la population agricole qui sont évoquées (voir section 5), la cartographie de la répartition entre la population agricole et non agricole montre une

situation hétérogène entre les différents pays de l'Afrique de l'Ouest (figure 2).

En 2000, le ratio PNP/PP est plus important (> à 1 : plus d'un non-producteur pour deux producteurs agricoles) pour le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Cap-Vert. Dans ces pays,

la productivité marchande est potentiellement plus importante en raison du marché intérieur que représente la population non agricole. Le ratio PNP/PP est plus faible (inférieur à 0,5 : moins d'un non-producteur pour un producteur agricole) pour les pays sahéliens et la Guinée. Un agriculteur de ces pays a donc un débouché plus

Figure 2 – Répartition du rapport PNP/PP en Afrique de l'Ouest (2000)

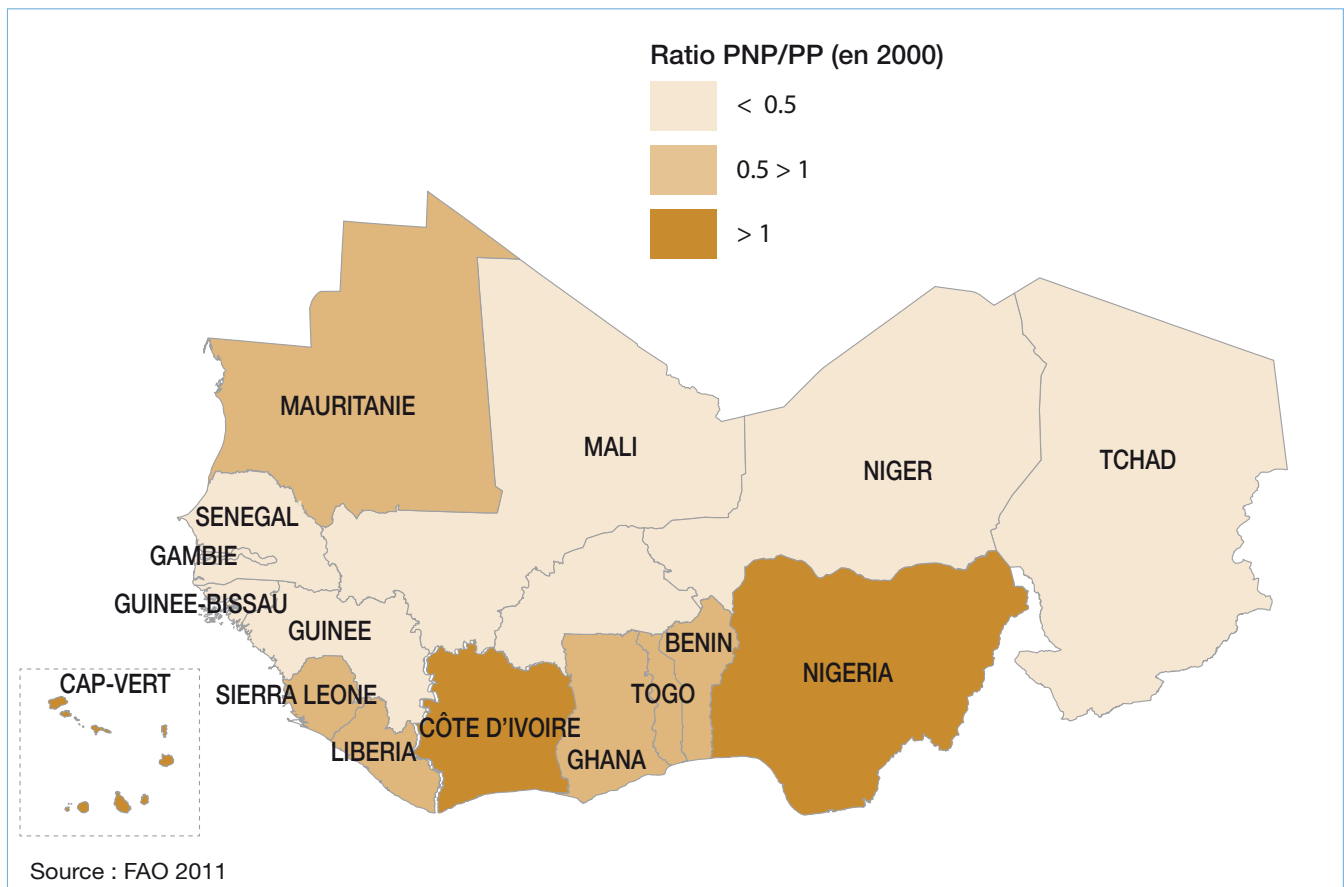


Tableau 1 - Part de la population agricole dans la population rurale (2000)

		Population rurale (PR) en milliers	Population agricole (PP) en milliers	PP/PR (en %)
Population agricole largement supérieure à la population rurale	Gambie	663	1 030	155
	Liberia	1 292	1 909	148
	Sénégal	5 878	7 276	124
	Guinée	5 781	7 028	122
	Guinée-Bissau	917	1 077	117
	Mali	7 591	8 489	112
Population agricole proche de la population rurale	Burkina Faso	9 739	10 769	111
	Niger	9 246	9 459	102
	Sierra Leone	2 727	2 749	101
	Ghana	10 945	11 011	101
	Tchad	6 438	6 333	98
Population agricole largement inférieure à la population rurale	Togo	3 331	3 131	94
	Mauritanie	1 563	1 370	88
	Bénin	4 107	3 593	87
	Côte d'Ivoire	9 757	8 427	86
	Nigeria	71 764	41 532	58
Cap-Vert	204	101	50	

Source : FAO, 2011

réduit si l'on exclut les exportations et les produits agricoles non alimentaires. La proportion de la population agricole et non agricole par rapport à la population totale évolue en rapport avec la progression de l'urbanisation (et donc le rapport U/R).

Cette évolution influe également sur le rapport entre population agricole et population rurale. Dans quelques pays, la population agricole est plus élevée que la population rurale. Cet excédent

peut être assimilé, dans certains cas, à la population agricole urbaine⁵ (tableau 1).

Ce tableau met en évidence trois catégories :

→ Des pays dans lesquels la population agricole est largement supérieure à la population rurale. En Gambie, même en faisant l'hypothèse que la totalité de la

population rurale est agricole, le surplus de population agricole (assimilable à la population agricole urbaine) représente 65 % de la population urbaine totale. Cette proportion est vraisemblablement démesurée.

→ Des pays dans lesquels la population agricole est très proche de la population rurale. Ce groupe est hétérogène. Le Ghana et le Tchad ont des niveaux d'urbanisation très différents (23 % pour le Tchad et 44 % pour le Ghana selon les données de la FAO). Cet écart devrait se répercuter sur la proportion entre la population agricole et la population rurale. Ce n'est pas le cas : la population agricole représente 98 % de la population rurale au Tchad, 101 % au Ghana.

→ Des pays qui affichent une population agricole significativement inférieure à la population rurale. Ces pays ont un niveau d'urbanisation élevé. Le cas du Nigeria est particulièrement intéressant si l'on considère l'analyse bien documentée de Mortimore en 2003⁶ concernant l'évolution de la population agricole (voir la figure 4 et son commentaire dans la section 4 ci-contre).

⁵ En l'absence de données, la population agricole urbaine est calculée par la différence entre la population agricole totale et la population rurale.

⁶ Mortimore, M. (2003), L'avenir des exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. Que peut-on apprendre des données à long terme ? Dossier zones arides No. 119, IIED, Londres.

3 LA RELATION ENTRE LES RATIOS PNP/PP ET U/R

L'analyse des données de 163 pays⁷ montre une forte corrélation ($R=0,83$ et $R^2 = 0,7$) entre les indicateurs PNP/PP et U/R (figure 3). Cette corrélation indique que l'urbanisation a un effet accélérateur sur la transformation du ratio PNP/PP. La droite de régression portée sur la figure implique que le rapport

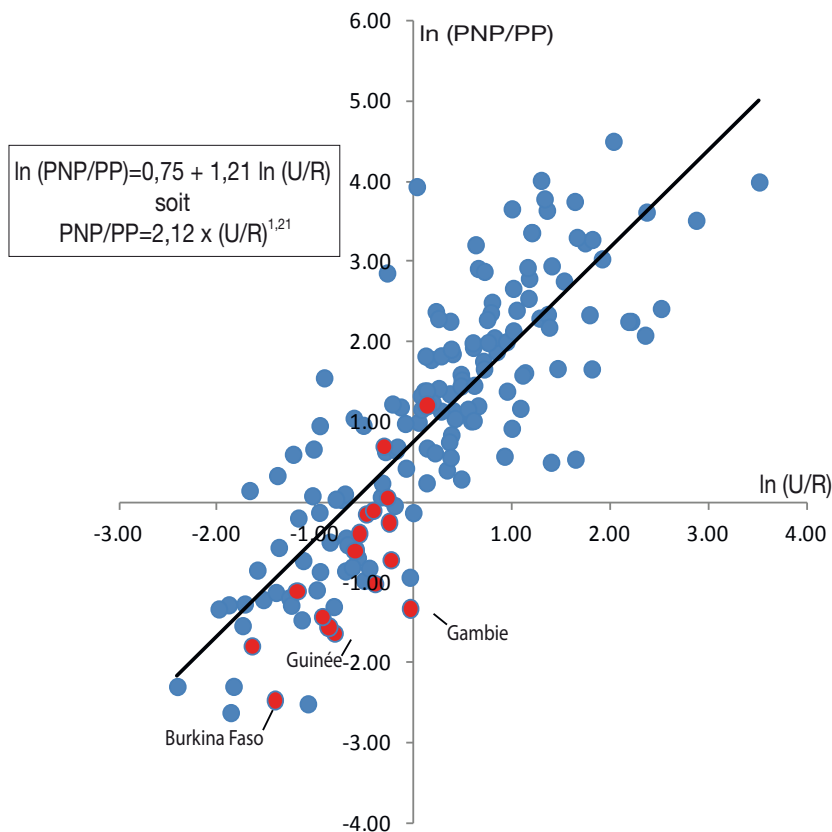
PNP/PP évolue plus rapidement que le rapport U/R.

La localisation des 17 pays de l'Afrique de l'Ouest sur la figure 3 par des points rouges montre que ces pays ne s'écartent pas sensiblement du nuage de points des autres pays du monde. Leurs positions dans le bas de la droite de régression n'est pas différente de celles d'autres pays en développement pour lesquels les rapports U/R et PNP/PP sont encore bas. On constate

cependant que 15 des 17 pays ouest-africains se trouvent sous la droite de régression. Cela implique que le rapport PNP/PP est plus faible que celui attendu au regard du niveau d'urbanisation (U/R). Par ailleurs, dans les trois pays les plus éloignés de la droite de régression - Burkina Faso, Guinée et Gambie, les données concernant la population agricole révèlent de fortes incohérences (voir section 5).

⁷ Les villes-États ainsi que les plus petites îles-États, en particulier les archipels du Pacifique, ont été retirées de l'échantillon.

Figure 3 - Relation U/R et PNP/PP (2000) pour 163 pays



Source : FAO, 2011

4 LA MESURE DE LA POPULATION AGRICOLE

Une définition imprécise

La FAO définit la population agricole comme « L'ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. [...] Il ne s'agit pas nécessairement d'une population issue exclusivement de la population rurale ». Par ailleurs, la Directive de la FAO en matière d'enquêtes agricoles considère qu'« Un ménage est agricole lorsqu'au moins un de ses membres exerce une activité agricole, pour son compte ou pour le compte du ménage ». Cette directive vise sans doute à comptabiliser toute la main-d'œuvre agricole mais elle conduit à une surestimation de la « population agricole » dans la mesure où le chef de ménage peut avoir une activité non agricole.

La « population active agricole », définie par la FAO comme « la partie de la population active qui possède

un travail ou en recherche dans l'agriculture, la chasse, la pêche ou la foresterie », est également porteuse d'imprécisions puisqu'elle inclut les actifs agricoles occasionnels. Or, ces derniers peuvent avoir d'autres activités à comptabiliser dans les autres branches de l'économie, en particulier en zones urbaines. Cette situation a amené certains pays

comme le Sénégal à calculer les « actifs agricoles équivalents temps-plein » pour tenir compte du travail temporaire. Ceci explique pourquoi les données de population agricole de la FAO posent problème ; *a fortiori* les séries temporelles, établies sur des bases différentes. Selon le « Rapport provisoire sur l'évolution du secteur agricole et les conditions de vie des ménages au Mali » (Ministère de l'agriculture du Mali, 2009), la population agricole serait passée de 5,9 millions en 1998 à 9 millions en 2001, soit une augmentation de près de 50 % en 3 ans. Il est vraisemblable que cette forte augmentation procède d'une différence de définition et du mode de calcul de la population agricole dans le temps.

Deux pays méritent une attention particulière : le Sénégal (calcul des actifs agricoles équivalents temps plein) et le Nigeria (décrochage entre la population agricole et la population rurale induit par la progression de l'urbanisation ou l'évolution de l'économie).

Population agricole et actifs agricoles équivalents temps plein au Sénégal

Dans ce pays, le chiffre de population active agricole le plus couramment avancé est celui du Recensement National Agricole (RNA) de 1998 : 3,4 millions d'actifs (tableau 2).

Toutes les catégories d'actifs reprises dans le tableau, y compris les élèves et étudiants ainsi que le personnel temporaire, sont additionnées. Aucun coefficient réducteur n'est appliqué pour tenir compte des activités non agricoles.

Tableau 2 - Répartition de la main-d'œuvre agricole au Sénégal (2002)

Statut des actifs	Nombre d'actifs	% des actifs
Main-d'œuvre familiale	2 347 000	69
Aides-familiaux	513 000	15
Élèves-étudiants	273 000	8
Personnel temporaire salarié	205 000	6
Personnel permanent salarié	82 000	2
Total des actifs	3 420 000	100

Source : Ministère de l'agriculture – DAPS, mars 2009

En 2009, le rapport «Évolution du secteur agricole, des conditions de vie des ménages et de la vie chère au Sénégal»⁸ fait une analyse plus fine et estime la «population active agricole en nombre d'actifs équivalent temps-plein» à 1,6 million d'actifs. Ce chiffre est utilisé dans le rapport pour estimer la valeur ajoutée par actif dans l'activité agricole. Lui substituer le chiffre de population agricole active officiel de 3,4 millions, fait chuter la

valeur ajoutée par actif à un montant anormalement bas⁹ (143 000 F CFA ou 218 euros). Ceci explique sans doute le rapport PNP/PP de ce pays repris dans les statistiques de la FAO (tableau 1).

Décrochage entre population agricole et population rurale au Nigeria entre 1960 et 2000

L'évolution de la population agricole du Nigeria n'a pas suivi celle de

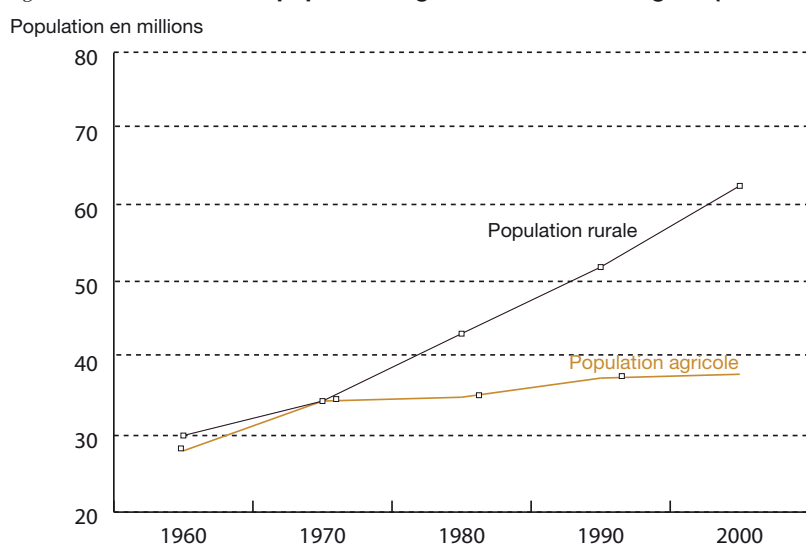
⁹ Il est aussi fait état d'une analyse, discutable, selon laquelle, entre 1960 et 1998, la surface cultivée par agriculteur a diminué et la productivité du travail agricole a baissé.

⁸ Ministère de l'agriculture, de l'analyse, de la prévision et des statistiques (DAPS), mars 2009.

la population rurale. Alors que la première a continué de croître à un rythme soutenu pour atteindre 63 millions de personnes en 2000, la croissance de la seconde a brusquement ralenti puis s'est légèrement redressée, avant de plafonner vers 38,5 millions de personnes (figure 4).

Le décrochage a lieu au début des années 1970. S'agit-il d'un changement de définition ou de l'effet de la mise en exploitation des ressources pétrolières du pays ou plus généralement de l'évolution de l'économie nigérienne ? Cette situation traduirait une «Transition vers une main-d'œuvre agricole relativement limitée (et finalement plus réduite), qui découle de l'urbanisation et de la diversification de l'emploi [...]. La population agricole, en pourcentage de la population totale, est déjà entrée en déclin et, même en termes absolus, elle stagne depuis le début des années 1990» (Mortimore, 2003, p. 25).

Figure 4 - Évolution de la population agricole et rurale au Nigeria (1960-2000)



Source : Calcul des auteurs sur la base des données FAO et IIED

5 DISPONIBILITÉ, COHÉRENCE ET HOMOGÉNÉITÉ DES DONNÉES

Comme pour le ratio U/R (notes POA 2 et 3), l'utilisation du ratio PNP/PP pour le pilotage des politiques régionales n'a de sens que si les données nationales sont, non seulement disponibles, mais également homogènes. Ce n'est pas encore le cas.

D'une part le ratio PNP/PP ne fait pas partie des indicateurs standards des politiques nationales. Le diagnostic réalisé en mars 2011 au Sénégal, dans le cadre du projet FAO «CountrySTAT pour l'Afrique Subsaharienne», dit explicitement que les chiffres de population agricole et non agricole ne font pas partie des indicateurs

standards nationaux.¹⁰ D'autre part, lorsque ces chiffres sont calculés, ils ne le sont pas nécessairement sur la base de la même définition. Enfin, les recensements nationaux agricoles (RNA) sont rares et ne sont pas réalisés suivant un rythme régulier. Enfin, la cohérence des résultats de ces RNA avec les résultats des recensements généraux de la population (RGPH) n'est pas systématiquement établie.

Les bases de données de la FAO et de la Banque mondiale (WDI) sont les seules sources d'information

¹⁰ FAO (2011), CountrySTAT pour l'Afrique subsaharienne, Rome.

régulièrement fournies et portant sur l'ensemble des pays. Cependant, ces données comportent des incohérences flagrantes. Au Burkina Faso en 2010, la part de la population agricole dans la population totale serait de 92 % et n'aurait pas changé depuis 1980 (FAO, 2011). Il est difficilement concevable que la part de la population agricole dans la population totale n'ait pas changé alors que le rapport entre urbains et ruraux a doublé passant de 0,11 en 1980 à 0,25 en 2000 (note POA 3). Au Mali, la population agricole est supérieure à la population totale pour la période 1961 à 1989. Il en est de même pour le Niger pour la période de 1961 à 1973 (Banque mondiale, WDI 2011).

Le rapprochement des données de population rurale et de celle de la population agricole au Sénégal en 2002 soulève quelques difficultés d'interprétation et d'exploitation. La population agricole est largement surestimée.

La population agricole du Sénégal, estimée à 7,6 millions selon la FAO, dépasserait la population rurale (estimée à 5,8 millions selon le recensement de 2002) de 1,8 million d'habitants, soit une population agricole urbaine (estimée par la différence entre population agricole et population rurale) à près de 45 % de la population urbaine totale. Cette proportion, sans doute démesurée, est d'autant moins vraisemblable que l'agglomération dakaroise rassemble la moitié de la population urbaine totale. Le rapport PNP/PP de 0,29 % paraît anormalement faible par rapport à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest ayant le même niveau d'urbanisation.

La situation est différente pour le Nigeria (tableau 4).

Ce tableau montre que pour le Nigeria, le rapport PNP/PP a évolué beaucoup plus rapidement que le rapport U/R entre 1960 et 2000. Celui-ci est multiplié par trois en 40 ans, alors que le rapport PNP/PP est multiplié par six au cours de la même période. C'est l'indication d'une profonde transformation de l'économie nigérienne et de l'augmentation de productivité de la population agricole (augmentation de la production agricole à population agricole quasi constante).

Tableau 3 - Population agricole et population rurale au Sénégal en 2002

	Population
Population totale PT (Recensement)	9,8 millions
Population rurale PR (Recensement)	5,8 millions
Population urbaine PU (Recensement)	4 millions
Population agricole PP (FAO)	7,6 millions
Population non agricole PNP (FAO)	2,2 millions
PP – PR (assimilable à population urbaine)	1,8 million
% population agricole urbaine dans la population urbaine totale	45 %
PNP/PP	0,29

Source : Ministère de l'agriculture – DAPS, rapport de l'étude sur l'évolution du secteur agricole, des conditions de vie des ménages et de la vie chère au Sénégal, mars 2009.

Ces exemples montrent qu'il est aujourd'hui impossible d'agrèger les données disponibles pour en faire une analyse régionale cohérente. Les notes POA 1 et 2 montrent qu'il est possible d'obtenir une mesure rigoureuse du rapport U/R au niveau régional et de son évolution dans le temps dès lors qu'on définit un seuil numérique standard de l'urbain. Pour le ratio PNP/PP, le problème est beaucoup plus ardu. Il invite d'abord à la reconnaissance de la nécessité de cet indicateur par les praticiens, puis à la formulation d'une définition unique et enfin à

la mise en place d'enquêtes. Palliatif temporaire à court et moyen terme, seule la modélisation est à même de fournir aux décideurs régionaux ouest-africains une information cohérente et utile sur l'évolution de la population agricole et non agricole et les transformations agricoles qu'elle induit. Une note sera consacrée spécifiquement à cette perspective.

► **Une note spécifique** sera consacrée à la modélisation des données de peuplement.

Tableau 4 - Évolution des indicateurs PNP/PP et U/R au Nigeria (1960 – 2000)

	1960	1970	1980	1990	2000
Population urbaine (U)	6,6	11,4	17,2	27,1	38,8
Population rurale (R)	30,0	34,5	43,3	52,0	62,6
Rapport U/R	0,22	0,33	0,38	0,52	0,62
Population agricole (ou primaire PP)	28,0	34,5	35,0	37,5	38,0
Population non agricole (ou non primaire PNP)	8,0	11,4	25,5	41,6	63,4
Rapport PNP/PP	0,28	0,33	0,73	1,11	1,67

Source : Calcul des auteurs sur base des données Africapolis, FAO et IIED

Glossaire

→ Agriculture périurbaine

Elle représente les unités agricoles proches de la ville qui gèrent des exploitations intensives commerciales ou semi-commerciales en pratiquant l'horticulture (légumes et autres cultures), l'élevage de volailles et d'autres animaux destinés à la production de lait et d'œufs.

→ Agriculture urbaine

Se réfère à de petites surfaces utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité.

→ Agriculture urbaine et périurbaine

Se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources - terre, eau, énergie, main-d'œuvre - pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. Parfois assimilée au maraîchage ou à l'horticulture.

→ Complexe primaire

Est constitué des activités primaires proprement dites, en grande majorité situées en milieu rural, et des activités indirectes et induites à l'amont et à l'aval de l'activité primaire, situées en milieu urbain mais aussi en milieu rural (spécialement si le seuil du milieu urbain est fixé plus haut que 5 000 hab).

→ Mouvement d'urbanisation

Évolution au cours de laquelle la proportion de la population urbaine dans la population totale s'élève.

→ Niveau d'urbanisation

Pourcentage de la population urbaine dans la population totale à un instant donné.

→ Population active agricole

La FAO définit la Population active dans le secteur agricole (main-d'œuvre agricole) comme la partie de la population active qui possède un travail ou en recherche dans l'agriculture, la chasse, la pêche ou la foresterie.

→ Population agricole

La FAO définit la population agricole comme l'ensemble des personnes qui vivent de l'agriculture, de la chasse, de la pêche ou de la foresterie. Cette estimation comprend à la fois les personnes exerçant une activité agricole mais également les inactifs à leur charge. Il ne s'agit pas nécessairement d'une population issue exclusivement de la population rurale.

→ Rapport urbains/ruraux (U/R)

Le rapport entre la population urbaine et la population rurale, indicateur non borné (contrairement au taux d'urbanisation), permet en première analyse d'envisager la capacité du monde rural à approvisionner le monde urbain.